



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 26

## **Loi sur les mesureurs de bois**

---

### **Présentation**

**Présenté par**  
**M. Jean-Pierre Jolivet**  
**Ministre délégué aux Forêts**



---

**Éditeur officiel du Québec**  
**1985**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi propose une réforme complète de la Loi sur les mesureurs de bois. Ce projet remplace la loi actuelle qui remonte pour l'essentiel à 1941.*

*Ce projet de loi a pour objet d'assurer la compétence des mesureurs de bois.*

*La section I détermine le champ d'application de la loi et l'étend à tout mesureur de bois titulaire d'un permis.*

*La section II traite des fonctions et pouvoirs du mesureur de bois.*

*La section III institue un nouveau Bureau d'examineurs des mesureurs de bois composé de trois membres dont un sera choisi parmi les personnes recommandées par l'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec. Ce Bureau a notamment pour fonctions de tenir des séances d'examens et de délivrer les permis de mesureurs de bois.*

*La section IV contient les dispositions relatives au permis. Elle détermine certaines sanctions administratives que peut imposer le Bureau et prévoit un mécanisme d'appel à la Cour provinciale des décisions du Bureau en ces matières.*

*La section V contient les pouvoirs réglementaires du gouvernement.*

*La section VI crée des infractions et en établit les sanctions.*

*Enfin, la section VII prévoit les dispositions transitoires et finales.*

# Projet de loi 26

## Loi sur les mesureurs de bois

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### SECTION I

#### APPLICATION

**1.** La présente loi s'applique à une personne qui effectue le mesurage de tout bois coupé sur une terre du domaine public y compris un arbre tronçonné, ébranché, sans houppier ou réduit en copeaux.

**2.** Seul un mesureur de bois, titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, est autorisé à effectuer le mesurage du bois coupé sur une terre du domaine public.

Il doit le faire conformément aux normes adoptées en vertu de la Loi sur les terres et forêts (L.R.Q., chapitre T-9).

**3.** La présente loi s'applique en outre à un mesureur de bois, titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi, qui effectue le mesurage du bois coupé sur une terre privée.

Il doit effectuer ce mesurage conformément aux normes contenues, le cas échéant, dans un contrat relatif à ce bois.

### SECTION II

#### FONCTIONS ET POUVOIRS DU MESUREUR DE BOIS

**4.** Un mesureur de bois détermine la quantité de bois coupé sur les terres du domaine public ou, le cas échéant, sur une terre privée, et effectue les opérations nécessaires à cette fin.

**5.** Un mesureur de bois peut, dans l'exercice de ses fonctions, entrer et passer sur une terre privée.

Il doit, sur demande, produire la carte d'identité prévue à l'article 30 et attestant sa qualité.

### SECTION III

#### BUREAU D'EXAMINATEURS DES MESUREURS DE BOIS

**6.** Le gouvernement établit un Bureau d'examineurs des mesureurs de bois composé de trois membres dont un examinateur en chef.

Ce Bureau est dirigé par l'examineur en chef.

**7.** Les membres du Bureau sont nommés par le gouvernement pour un mandat de trois ans; deux d'entre eux sont choisis parmi le personnel de la fonction publique et un troisième parmi les personnes recommandées par l'Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec.

**8.** Les membres du Bureau demeurent en fonction, malgré l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.

**9.** En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre, le ministre responsable de l'application de la présente loi peut, aux conditions qu'il détermine et de la manière prévue à l'article 7, nommer une personne pour assurer l'intérim.

**10.** Le gouvernement détermine suivant le cas, le traitement, les allocations, les indemnités ou les autres conditions de travail des membres du Bureau.

**11.** Les employés du Bureau sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

**12.** La signature de l'examineur en chef donne autorité à tout document du ressort du Bureau.

**13.** Aucun acte, document ou écrit n'engage le Bureau, s'il n'est signé par l'examineur en chef.

**14.** Le gouvernement peut par règlement publié à la *Gazette officielle du Québec* permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature soit

apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Le gouvernement peut pareillement permettre qu'un facsimilé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine. Le facsimilé doit être authentifié par le contreseing d'une personne autorisée par l'examineur en chef.

**15.** Un document ou une copie d'un document provenant du Bureau ou de ses archives, signé et certifié conforme par l'examineur en chef est authentique.

**16.** Le Bureau a notamment pour fonctions:

1° d'élaborer un programme d'examens et de tenir des séances d'examens pour les personnes qui désirent obtenir un permis de mesureur de bois;

2° de délivrer des permis aux personnes jugées aptes à exercer les fonctions de mesureur de bois;

3° de tenir des séances d'examens afin de vérifier, lorsqu'il le juge opportun, la compétence de titulaires de permis de mesureur de bois;

4° de tenir à jour un registre des titulaires de permis de mesureur de bois.

#### SECTION IV

##### PERMIS

**17.** Une personne ne peut exercer les fonctions de mesureur de bois au sens de la présente loi, sans être titulaire d'un permis délivré par le Bureau.

**18.** Le Bureau délivre un permis de mesureur de bois à toute personne qui:

1° satisfait aux conditions prévues et acquitte les droits fixés par règlement du gouvernement;

2° subit avec succès les examens prescrits pour l'obtention du permis.

**19.** Le Bureau peut suspendre ou révoquer un permis si son titulaire:

1° ne remplit plus les conditions prévues par règlement du gouvernement pour l'obtention du permis;

2° échoue à un examen prévu au paragraphe 3° de l'article 16;

3° est trouvé coupable d'une infraction à la présente loi;

4° ne respecte pas, lors du mesurage de bois coupé sur une terre du domaine public, les normes de mesurage adoptées en vertu de la Loi sur les terres et forêts;

5° ne respecte pas, lors du mesurage de bois coupé sur une terre privée, les normes de mesurage contenues dans un contrat relatif à ce bois.

**20.** Le Bureau doit, avant de suspendre ou de révoquer un permis, donner à son titulaire l'occasion de faire valoir son point de vue.

**21.** La révocation ou la suspension d'un permis a effet à compter de la date de sa signification au titulaire du permis.

**22.** Le mesureur de bois dont le permis est suspendu ou révoqué peut interjeter appel de la décision du Bureau devant la Cour provinciale.

**23.** L'appel est interjeté par requête signifiée au Bureau.

Cette requête doit être déposée au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile ou son établissement, dans les 30 jours qui suivent la réception par l'appelant de la décision du Bureau.

**24.** Dès la signification de cette requête, le Bureau transmet à la Cour provinciale le dossier relatif à la décision qui fait l'objet de l'appel.

**25.** L'appel est entendu et jugé d'urgence.

**26.** Sous réserve de toute preuve additionnelle qu'il peut exiger, le tribunal rend sa décision sur le dossier qui lui est transmis par le Bureau, après avoir permis aux parties de faire valoir leur point de vue.

**27.** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du Bureau à moins que le tribunal n'en décide autrement.

**28.** La décision de la Cour provinciale est sans appel.

**29.** La Cour provinciale peut, de la manière prévue par l'article 47 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

## SECTION V

## RÉGLEMENTATION

**30.** Le gouvernement peut, par règlement:

1° déterminer les conditions de délivrance d'un permis de mesureur de bois;

2° déterminer la forme et la teneur du permis de mesureur de bois;

3° déterminer la forme et la teneur de la carte d'identité d'un titulaire de permis;

4° prescrire les droits exigibles en vertu de la présente loi pour la délivrance d'un permis de mesureur de bois ou d'une carte d'identité ou pour la délivrance d'un duplicata de ceux-ci.

**31.** Le Bureau peut, par règlement soumis à l'approbation du gouvernement, édicter les règles nécessaires à sa régie interne et à la conduite de ses affaires.

**32.** Un règlement, adopté ou approuvé en vertu de la présente section, entre en vigueur le dixième jour qui suit celui de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qu'il indique.

## SECTION VI

## DISPOSITIONS PÉNALES

**33.** Commet une infraction, toute personne qui:

1° donne faussement lieu de croire, par le titre ou la désignation qu'elle se donne ou autrement, qu'elle est titulaire d'un permis de mesureur de bois délivré en vertu de la présente loi;

2° exerce les fonctions de mesureur de bois au sens de la présente loi sans être titulaire du permis de mesureur de bois prévu à cette fin.

**34.** Toute personne qui contrevient à l'une des dispositions de l'article 33 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 200 \$ à 500 \$.

**35.** Toute poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15).

## SECTION VII

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**36.** La présente loi remplace la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12).

**37.** Le Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) est remplacé par le Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la présente loi.

Les affaires pendantes au premier Bureau sont continuées et décidées par celui institué par la présente loi.

**38.** Un membre du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois en fonction le (*insérer ici la date du jour précédant celui de l'entrée en vigueur de la présente loi*) demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau de la manière prévue à l'article 7.

**39.** Les dossiers et les autres documents du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) deviennent les dossiers et les documents du Bureau d'examineurs des mesureurs de bois institué par la présente loi.

**40.** Une personne titulaire d'un permis de mesureur de bois délivré en vertu de la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) est réputée être titulaire d'un permis délivré en vertu de la présente loi.

**41.** Toute disposition d'un règlement, d'un arrêté en conseil ou d'un décret adopté en vertu de la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) demeure en vigueur, dans la mesure où elle est compatible avec la présente loi jusqu'à ce qu'elle soit abrogée, remplacée ou modifiée par un règlement ou un décret adopté en vertu de la présente loi.

**42.** Tout renvoi à la Loi sur les mesureurs de bois (L.R.Q., chapitre M-12) ou à l'une de ses dispositions est censé être en renvoi à la présente loi ou à la disposition correspondante de la présente loi.

[[**43.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour l'exercice financier 1985-1986, sur le fonds consolidé du revenu dans la mesure que détermine le gouvernement.]]

**44.** Le gouvernement désigne le ministre responsable de l'application de la présente loi.



**45.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur la Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**46.** La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.